



LIVRE VERT SUR L'INTERCONNEXION DES REGISTRES DU COMMERCE

COMMENTAIRES DE LA CGPME

Constat

Le registre du commerce est une nécessité pour le bon fonctionnement du droit des sociétés et des relations commerciales. D'ailleurs, chaque Etat s'est doté d'une telle structure. L'objectif de ces registres est de réguler la vie des affaires en apportant des informations sur les entreprises à leurs partenaires commerciaux, financiers, clients ou créanciers.

Leur rôle est notamment de collecter diverses informations relatives à la création et à la vie des entreprises. Cette formalité est nécessaire à la constitution de toute société puisque l'inscription auprès du greffe des tribunaux de commerce est l'acte de naissance de ces structures juridiques. Il ne peut y avoir de personnalité morale sans inscription. L'obligation d'immatriculation est présente à l'article L. 123-1 du code de commerce. A défaut d'inscription, le juge a un pouvoir d'injonction.

Outre les données relatives à la création, le registre recense également les informations concernant la vie de l'entreprise. Ainsi, sauf exceptions, conformément aux articles L.232.21 à L.232-23 du Code de commerce toutes les sociétés sont tenues de déposer annuellement leurs comptes en double exemplaire au greffe du tribunal. Ce dépôt doit se faire dans le mois de l'approbation des comptes annuels par l'assemblée générale. Ces documents seront par la suite annexés au registre du commerce et des sociétés.

Le non dépôt de ces comptes peut entraîner :

- **Des sanctions pénales**, sous la forme d'une contravention de 5^{ème} classe (1 500 euros maximum et 3 000 euros lors d'une récidive article 131-13 du Code pénal).
- **Des sanctions civiles** : L'article L.123-5-1 du Code de commerce dispose qu' « *A la demande de tout intéressé ou du ministère public, le président du tribunal, statuant en référé, peut enjoindre sous astreinte au dirigeant de toute personne morale de procéder au dépôt des pièces et actes au registre du commerce et des sociétés auquel celle-ci est tenue par des dispositions législatives ou réglementaires.*
Le président peut, dans les mêmes conditions et à cette même fin, désigner un mandataire chargé d'effectuer ces formalités. »

Afin de faciliter ces formalités, les registres du commerce qui ont été créés en France par la loi du 18 mars 1919, sont décentralisés. Il existe toutefois un registre national qui rassemble l'ensemble des données collectés par les différents greffes.

Le dirigeant d'entreprise peut également exécuter ces formalités auprès du centre de formalité des entreprises géré par les Chambres de commerce et d'industrie.

La question posée aujourd'hui est celle de l'accès à ces données au niveau européen.

Commentaires généraux sur les registres du commerce.

L'intérêt d'un affichage de la création de l'entreprise ne peut se démentir, notamment au regard du droit des créanciers et des partenaires de l'entreprise d'une manière générale. Il est indispensable de pouvoir bénéficier d'un registre recensant les entreprises et leurs évolutions.

L'organisation actuelle sous la forme d'une décentralisation contrôlée semble satisfaisante, même si elle peut évoluer. En effet, la commission européenne réfléchit à mettre en place un fichier centralisé des entreprises européennes qui serait basé sur l'Internal Market Information System (IMI) ou sur le registre européen du commerce (EBR).

Avec le développement des sociétés à vocation européenne telles que la société européenne, la société privée européenne ou encore la société coopérative européenne, la nécessité de recourir à une base de donnée harmonisée au niveau européenne est de plus en plus prégnante. Un tel outil aurait non seulement un rôle informatif, mais pourrait aussi favoriser la coopération des Etats dans certaines procédures internationales comme celles relatives notamment à l'insolvabilité ou aux transferts de sièges.

La mise en place de la directive service et des obligations qu'elle impose aux Etats, notamment en matière de guichet unique et de transfert d'information est une opportunité pour développer corrélativement un registre du commerce harmonisé.

Pour autant un certain nombre d'interrogations peuvent d'emblée intervenir et certains principes être posés.

- La mise en place d'un tel fichier ne doit engendrer aucune contrainte supplémentaire pour les entreprises (coût, documents à fournir...),
- Si ce registre doit pouvoir être consulté dans toutes les langues de l'Union européenne, les entreprises ne doivent pas se voir imposer de contraintes de traduction comme cela peut intervenir en matière de brevets,
- Le principe de proximité pour les déclarants doit être conservé. A cet effet, se pose la question de la dématérialisation. Si l'on doit pouvoir enregistrer son entreprise par une procédure totalement dématérialisée comme pour l'auto-entrepreneur, La CGPME estime qu'il doit s'agir d'une option. En effet, il est important que le créateur qui le souhaite puisse bénéficier d'un accompagnement humain lors de son immatriculation.

Beaucoup de ces questions demeurent toutefois de la compétence nationale. Pour autant, la mise en place d'un registre européen ne doit pas influencer sur la qualité du service.

Par ailleurs se posent des questions relatives aux coûts de consultation, aux personnes y ayant accès, à la responsabilité en cas d'erreur de transcription ou de déclaration, aux droits de rectification, au contrôle, au délai de mise à jour...

Réponses à la consultation

- un réseau amélioré des registres du commerce des États membres est nécessaire

Il n'existe pas actuellement de registre du commerce harmonisé pour l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne. Même si des initiatives existent, elles méritent d'être finalisées.

Ceci est indispensable, c'est le corolaire de la libre circulation et du libre établissement des entreprises dans l'Union. Si une société peut s'établir ou avoir une activité dans tous les pays européens, les partenaires de celle-ci doivent pouvoir également librement consulter des informations sur cette dernière.

L'intérêt pour un tel outil se développe également avec la mise en place de sociétés ayant le label européen (SE, SPE, SCE).

- les modalités d'une telle coopération devraient être arrêtées dans le cadre d'un «accord de gouvernance» conclu entre des représentants des États membres et les registres du commerce,

L'accord de gouvernance peut apparaître comme une voie à privilégier car il fixerait les principes de mise en œuvre de ce fichier tout en conservant aux États membres une latitude pour organiser leurs propres réseaux nationaux.

Toutefois, quid de l'État qui ne souhaiterait pas signer un tel accord. Serait-il alors en dehors du système ? Si l'on veut mettre en place un vrai fichier européen, tous les États doivent y adhérer.

Par ailleurs si cet accord privilégie une réelle souplesse de coopération, il ne doit pas mener à un fichier hétérogène en fonction de la provenance des informations. Il doit y avoir une réelle harmonisation des données.

Un registre européen serait inefficace si les données recueillies divergeaient en fonction des pays d'établissement.

- il y aurait une valeur ajoutée dans le fait de connecter, à long terme, le réseau des registres du commerce au réseau électronique créé en vertu de la directive sur la transparence, où est conservée l'information réglementée sur les sociétés cotées.

L'intérêt pourrait être, à terme, d'avoir un registre unique où l'on pourrait recueillir l'ensemble des informations sur une société.

Si elles estiment que les mesures envisagées ci-dessus ne sont appropriées, les parties intéressées sont invitées à expliquer les avantages que présenterait une autre solution ou, le cas échéant, le statu quo. Elles sont également invitées à expliquer, éléments de preuve à l'appui, l'impact potentiel de ces mesures ou des autres solutions proposées en termes de rapport coût-bénéfice, y compris en ce qui concerne la simplification et la réduction des charges administratives.

La CGPME réitère son intérêt pour la mise en place d'un fichier unique des entreprises européenne. Il pourrait notamment être développé sur la base de l'IMI qui est déjà en développement pour les 27 pays de l'Union européenne et intègre des solutions en matière de traduction notamment.

Ces évolutions pourraient également être une opportunité pour simplifier les démarches des entreprises. A titre d'exemple, une entreprise Française doit déposer certains documents en plusieurs exemplaires. Pour la création d'une SARL doivent notamment être transmis au CFE deux exemplaires de statuts signés et 4 exemplaires doivent être enregistrés auprès du service des impôts des entreprises.

Il conviendrait donc de s'inspirer du Small business act européen afin de :

- s'abstenir de demander aux PME des informations dont les administrations disposent déjà, sauf lorsqu'elles doivent être mises à jour

Dans ce cadre, certains autres principes du SBA pourraient être activés tels que :

- réduire le niveau des redevances payables aux administrations des États membres pour l'enregistrement d'une entreprise, en s'inspirant de l'exemple des États membres les plus performants dans ce domaine,
- poursuivre les efforts pour réduire à moins d'une semaine le délai nécessaire à la constitution d'une entreprise, quand tel n'est pas encore le cas.

- Quelle solution ou combinaison de solutions à leur préférence aux fins de faciliter la communication entre les registres du commerce dans le cadre d'opérations transfrontalières de fusion ou de transfert de siège;

La CGPME estime que le système IMI est actuellement le mieux adapté pour mettre en place une communication entre les différents registres nationaux. Certaines évolutions devront toutefois intervenir pour permettre un contrôle automatisé du statut d'une société et de sa succursale étrangère.

Les adaptations seront cependant plus limitées et moins coûteuses que celles qu'il serait nécessaire de réaliser pour rendre opérationnel le système BRITE.

